



MCCI Business Confidence Indicator

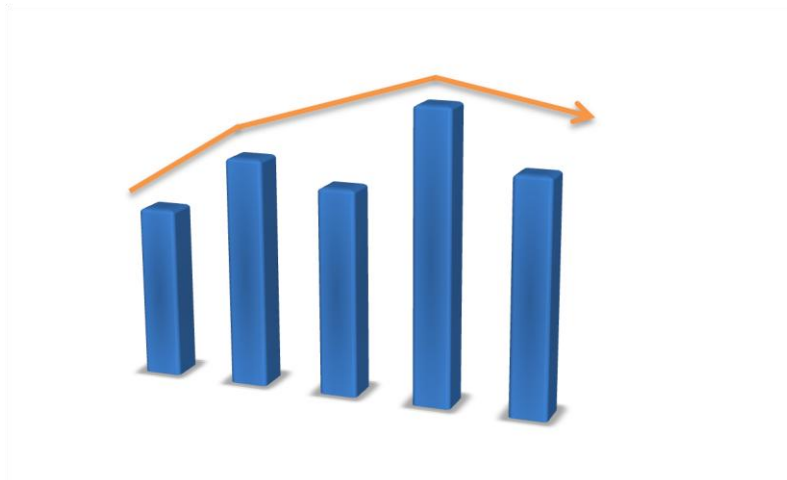


Table de matières

I.	Introduction	1
II.	L'indicateur de confiance des entrepreneurs en général.....	2
	A. Les résultats.....	2
	B. Analyse des résultats	3
	C. Analyse sur les perspectives d'embauches et l'évolution des prix	5
III.	L'indicateur de confiance des entrepreneurs selon les secteurs d'activités	7
	A. Le secteur du Commerce	7
	A. Le secteur Manufacturier	9
	A. Le secteur des Services	10
IV.	Conclusion	12
	Annexe.....	14

Chute de l'indicateur synthétique du climat des affaires au troisième trimestre de 2012.

I. Introduction

La MCCI avait lancé, au mois de juin 2010, un nouvel instrument économique, le « MCCI Business Confidence Indicator », qui est un indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice.

L'indicateur synthétique du climat des affaires permet de résumer, en une variable unique, l'évolution concomitante de plusieurs variables socio-économiques et ainsi de transcrire l'état d'esprit et le moral des chefs d'entreprise.

L'objectif étant, de recueillir des informations sur la situation économique du moment et de son évolution afin de pouvoir disposer d'une vue synthétique du monde entrepreneurial.

La méthodologie utilisée pour la construction de cet outil économique est expliquée en annexe.

Pour pouvoir évaluer le niveau de l'indicateur au troisième trimestre de cette année, la MCCI a effectuée une enquête de conjoncture, entre le 27 Août et le 17 Septembre 2012.

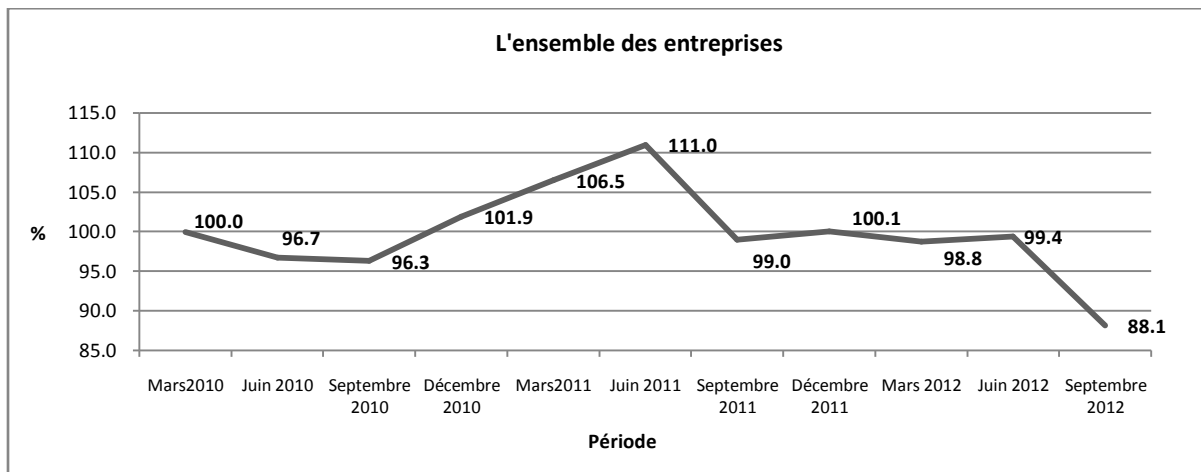
II. L'indicateur de confiance des entrepreneurs en général

A. Les résultats

Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture, l'indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice, s'est nettement détérioré au troisième trimestre de cette année.

En effet, Il a perdu plus de 11 points (11,3 pourcent) entre juillet et septembre de cette année et s'établit nettement en dessous de la moyenne des 100 points base, à 88,1 points, soit le seuil le plus bas depuis le lancement de cet indicateur.

Graphique 1 : L'indicateur synthétique de confiance pour l'ensemble des entreprises



Le recul de l'indice intervient après un deuxième trimestre 2012 très légèrement favorable.

Pour la première fois, toutes les variables utilisées dans l'estimation de cet indicateur, à savoir la perception des entrepreneurs sur la situation de leurs entreprises, le niveau des commandes fermes, les anticipations des chefs d'entreprises sur l'évolution des affaires au cours des trois prochains mois, les perspectives d'embauches ou encore le niveau des stocks de produits finis, sont défavorables.

Un résultat négatif était attendu. Mais son ampleur doit nous interpeller. Nous avons peut-être atteint un point de rupture qui pourrait avoir des conséquences sérieuses pour 2013.

Une prise de conscience de la nécessité de revoir certains éléments de notre stratégie économique s'impose et nous devons agir devant l'urgence.

B. Analyse des résultats

Une analyse approfondie de notre dernière enquête nous montre que, concernant l'évolution des affaires ou du niveau des commandes fermes au cours des trois derniers mois, le solde des opinions des sondés est négatif. Il a baissé de 19,1 pourcent.

Plus de 38 pourcent des entreprises sondées ont indiqué avoir constaté une dégradation de leurs situations économiques et financières et une baisse de leurs niveaux de commandes fermes au cours des trois derniers mois. Lors des deux dernières enquêtes, en mars et en juin dernier, ce taux se situait en dessous des 30 pourcent.

De plus, pour environ 43 pourcent du panel, il n'y a pas eu d'amélioration des affaires au cours de ce trimestre.

Sur l'évolution des affaires au cours du prochain trimestre, les anticipations des entrepreneurs sont très négatives.

Environ un tiers des sondés indique qu'ils prévoient une détérioration des affaires au cours du prochain trimestre et quelques 48 pourcent n'anticipent aucune amélioration.

De plus, nous constatons une corrélation entre la détérioration du climat de confiance, d'une part, et la montée des appréhensions des entrepreneurs quant à la situation économique du pays, d'autre part.

En effet, à la question concernant la conjoncture économique du pays, le solde des opinions est très négatif à -68,1 points. Plus de 70 pourcent des panelistes jugent la situation économique du pays et son évolution comme défavorable et environ 28

pourcent ne la jugent pas favorable. Seulement 2 pourcent des sondés affirment que la situation économique du pays et son évolution est favorable. Ces chiffres sont assez inquiétants.

A partir des données recueillies, nous pouvons identifier les arguments expliquant la détérioration du climat des affaires.

Premièrement, la valeur de la roupie.

Vue la situation économique générale, ou encore la détérioration du solde extérieur, tous les experts (même le ceux du FMI) s'accordent à dire que notre monnaie est surévaluée.

Les panélistes sont en majorité de cet avis et constatent que depuis deux ans il y a des contradictions entre ce qui est dit et ce qui se passe réellement. A savoir le maintien d'une politique en faveur d'une monnaie forte.

Cela a été néfaste pour les activités économiques de notre pays. Toutes les entreprises tournées vers l'extérieur, quels que soit les secteurs d'activités, sont très affaiblies et leurs opinions sont alarmistes.

Deuxièmement, la politique fiscale.

La réforme fiscale de 2006 avait pour principal objectif de rendre notre système de taxation plus compétitif en uniformisant le taux à 15 pourcent et ainsi nous permettre d'avoir un avantage comparatif par rapport à nos principaux concurrents et d'avoir in fine un environnement économique efficient.

Selon les sondés, il y a une succession d'impôts qui s'y ajoutent. Par exemple la taxe spéciale sur les banques et les sociétés de communication, la taxe sur les tissus payés par les industries locales exportant sous l'égide de l'AGOA, ou encore la taxe sur l'embouteillage de l'eau.

Toujours selon eux, ces décisions ont modifié l'essence même d'une fiscalité légère et uniforme.

Troisièmement, la volonté affichée d'être exemplaire s'agissant de l'environnement des affaires.

Cet objectif ne peut être atteint si nous continuons à ne pas appliquer la loi sur la concurrence déloyale. Certains de nos interlocuteurs avancent que les règles ne sont pas les mêmes pour tous et que cela fausse la compétition.

Suivants ces arguments, les membres de notre panel nous disent que par ces temps de crise, la priorité devrait être l'économie.

La viabilité des secteurs importants de notre tissu économique (y compris le secteur industriel) est en danger et les chefs d'entreprises pensent qu'il est temps d'agir avec, par exemple, la mise en place de politiques cordonnées de soutien à l'activité qui apportera un peu plus de visibilité et, ainsi, moins de défiance, facteur déterminant pour retrouver notre dynamisme.

C. Analyse sur les perspectives d'embauches et l'évolution des prix

Cette appréhension se reflète sur les perspectives d'embauches à court et moyen terme.

En effet, à la question sur les créations d'emplois pour le prochain trimestre, le solde des opinions des entrepreneurs est négatif, ce qui implique des possibilités de licenciements économiques.

Pour rappel, en juin dernier, le solde était encore positif.

Environ 15 pourcent des sondés affirment qu'ils vont être obligé de se séparer de certains de leurs collaborateurs pour ne pas avoir à fermer boutique par la suite, vu la continuité de la crise.

De plus, environ 75 pourcent des entrepreneurs consultés, indiquent qu'ils n'ont pas l'intention de recruter dans les mois à venir. Cela aura une incidence sur le taux de chômage de 2013, car si nous ne créons pas d'emplois, nous ne pourrions pas absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail.

S'agissant de la variation des prix de vente ou de prestations de service au cours des trois derniers mois, le solde des opinions est négatif à -14,9 points. Cela indique qu'il y a eu une tendance baissière dans le niveau général des prix.

A moyen terme, nous constatons que la tendance à la baisse se poursuivra.

En effet, à la question sur l'évolution des prix au cours des trois prochains mois, le solde des anticipations est négatif à -7,4 points.

Même si à première vue, nous pouvons nous réjouir de cette désinflation, à y regarder de plus près, nous pouvons aussi nous en inquiéter.

Les éclaircissements apportés par les entrepreneurs confirment la chute de l'activité. Ceux-ci nous parlent de leur obligation de réduire au maximum leurs marges pour pouvoir se maintenir à flot.

Cela aura un impact certain sur le taux de profitabilité et ce dernier est une variable décisive s'agissant des dépenses d'investissements.

Cela aura une incidence sur le taux de croissance économique de 2013.

III. L'indicateur de confiance selon les secteurs d'activités

Tableau 1 : Les indicateurs synthétiques de confiance selon les secteurs d'activités

Secteur	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre
---------	------	------	-----------	----------	------	------	-----------	----------	------	------	-----------

	2010	2010	2010	2010	2011	2011	2011	2011	2012	2012	2012
Ensemble	100,0	96,7	96,3	101,9	106,5	111,0	99,0	100,1	98,8	99,4	88,1
Commerce	100,0	91,0	77,5	74,6	75,4	78,6	70,2	70,9	72,4	74,0	68,1
Manufacturier	100,0	91,9	87,9	93,8	97,2	102,6	92,4	96,2	99,7	101,6	90,6
Services	100,0	110,1	134,2	153,7	170,8	175,2	154,2	149,9	136,0	133,4	113,2

Une analyse sectorielle montre qu'au troisième trimestre, tous les secteurs d'activités sont dans une zone défavorable.

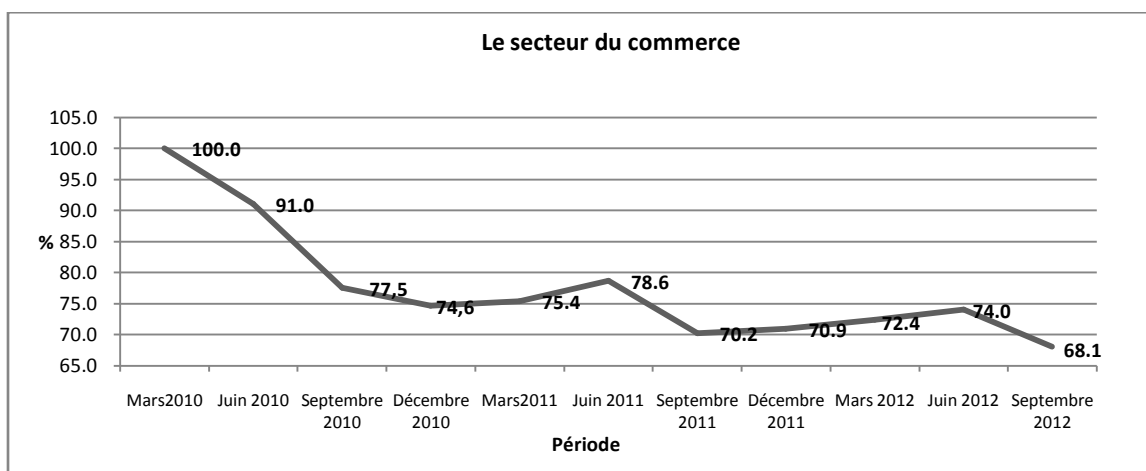
En effet, que ce soit le secteur du commerce, le secteur manufacturier ou encore le secteur des services, nous constatons une baisse des indices.

A. Le secteur du Commerce

Après trois hausses consécutives, nous constatons une chute importante de l'indicateur du climat des affaires pour le secteur du commerce.

En effet, au troisième trimestre de 2012 l'indice de confiance pour ce secteur d'activité a baissé de 8 pourcent (5,9 points) et s'établit pour la première fois en dessous des 70 points, soit à 68,1 points.

Graphique 2 : L'indicateur synthétique de confiance pour le secteur du commerce



Une analyse en profondeur indique que deux des trois variables utilisées dans l'estimation de l'indicateur sont négatives.

D'une part, le solde d'opinion des chefs d'entreprises concernant la situation actuelle de leurs entreprises est négatif à -17,2 points. Environ un quart des sondés indiquent que la situation de leurs compagnies s'est détériorée au cours du dernier trimestre et 69 pourcent n'ont pas constaté d'amélioration.

D'autre part, le solde des anticipations des entrepreneurs sur l'évolution des affaires au cours des trois prochains mois est négatif à -13,8 points. Plus de 30 pourcent des entrepreneurs du secteur du commerce anticipent une détérioration des affaires au cours des trois prochains mois et 51,7 pourcent n'entrevoient pas d'amélioration à court et moyen terme.

Même les fêtes de fin d'année ne semblent pas pouvoir apporter un peu de répit à ce secteur !

Cependant, cette dégradation a été limitée par la gestion dynamique des stocks. En effet, à la question sur le niveau des stocks, le solde des opinions des entrepreneurs est négatif. Cela suppose une réduction du volume des stocks, élément favorable à l'estimation de l'indice du climat des affaires.

Cette défiance se reflète sur les perspectives d'embauches à court et moyen terme. En effet, à la question concernant l'emploi, le solde des opinions est négatif à -6,9 points.

Environ 17 pourcent des panélistes affirment qu'ils vont devoir licencier, si la situation continue de se détériorer et plus de 70 pourcent indiquent qu'ils n'ont pas l'intention de recruter dans les mois à venir.

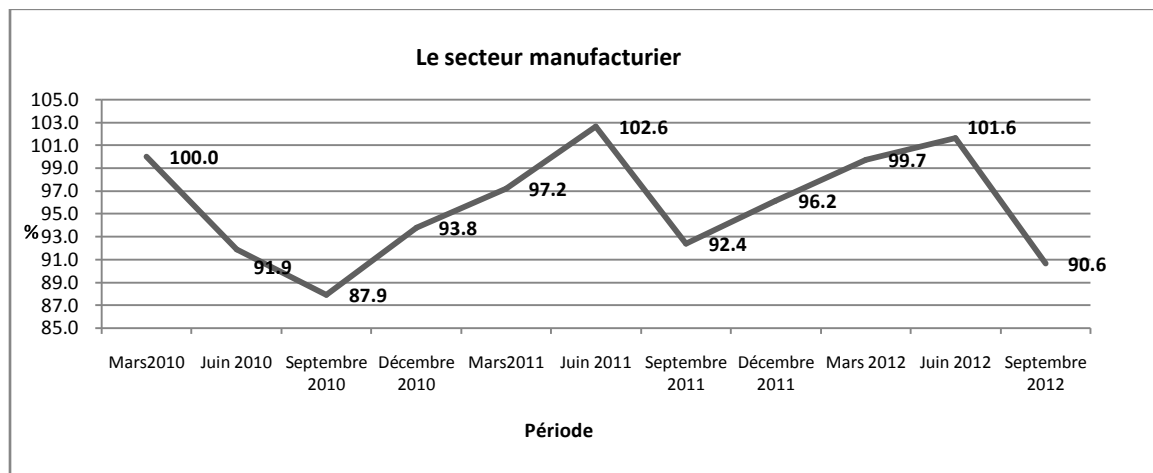
Au niveau des prix, selon l'enquête, 31 pourcent des sondés ont eu recours à des baisses de prix pour maintenir un certain niveau d'activité et environ un quart pensent baisser leurs prix lors des trois prochains mois, cela au risque d'une baisse importante de leurs profitabilités.

B. Le secteur Manufacturier

Pour le secteur manufacturier, nous constatons une baisse de 11 points (10,8 pourcent) de l'indicateur du climat des affaires au troisième trimestre de cette année, pour s'établir à 90,6 points, se rapprochant de son niveau le plus bas.

Après une légère incursion au dessus de la moyenne de long-terme des 100 points de base, l'indice de la confiance des industriels se fixe à nouveau nettement en dessous.

Graphique 3 : L'indicateur synthétique de confiance pour le secteur manufacturier



Une analyse plus approfondie indique une détérioration des trois variables utilisées dans l'estimation de l'indicateur. En effet, que ce soit pour le niveau des commandes fermes, les anticipations des entrepreneurs sur l'évolution des affaires ou encore de la gestion des stocks, les soldes des opinions des entrepreneurs sont défavorables.

Ainsi, pour le premier variable, le niveau des commandes fermes, le solde est à – 14,7 points. Environ 40 pourcent des panélistes ont indiqué avoir constaté une baisse des commandes au cours des trois derniers mois. Et presque 38 pourcent des industriels n'ont pas eu une amélioration du niveau des commandes fermes.

Pour le deuxième variable, les anticipations futures, le solde est à – 11,8 points. Environ 30 pourcent des sondés prévoient une baisse de leurs activités et plus de la moitié n'anticipent pas une amélioration des affaires au cours des trois prochains mois.

La détérioration de l'indice industriel a été amplifiée par l'accumulation des stocks.

En effet, à la question sur le niveau des stocks, le solde des opinions des entrepreneurs est positif. Cela suppose une augmentation du volume des stocks, élément défavorable à l'estimation de l'indice du climat des affaires.

Cette détérioration de l'indice a une incidence sur les intentions d'embauche.

En effet, environ 18 pourcent des manufacturiers pensent qu'ils vont devoir licencier à court terme de par la baisse du niveau des commandes et des perspectives plus sombre et 65 pourcent n'ont pas l'intention de recruter dans le court et moyen terme.

A la question sur l'évolution des prix au cours des trois derniers mois, le solde négatif des opinions indique une baisse générale des prix de vente pour ce secteur d'activité.

A court et moyen terme, la très grande majorité, environ 90 pourcent des industriels du panel ne pensent pas revoir leurs prix.

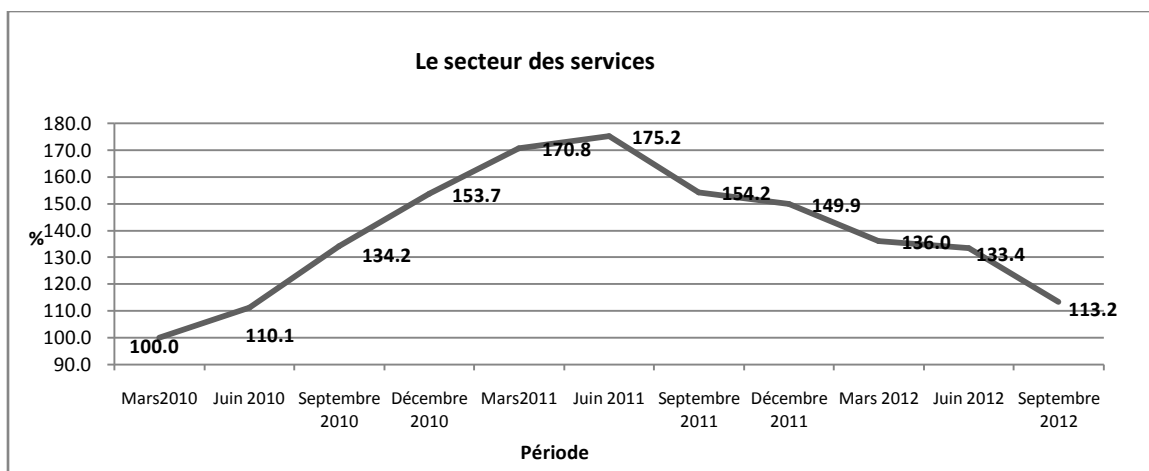
C. Le secteur des Services

S'agissant des opérateurs des services, la situation continue à se dégrader même si l'indice reste au dessus de la moyenne de long terme des 100 points de base.

Depuis septembre 2011, le climat des affaires se dégrade et nous avons constaté une cinquième baisse consécutive de l'indicateur de confiance pour ce trimestre.

L'indicateur du climat des affaires pour ce secteur d'activité perd 20,2 points, soit une baisse de 15,1 pourcent, au troisième trimestre de 2012, et se fixe à 113,2 points.

Graphique 4 : L'indicateur synthétique de confiance pour le secteur des services



Nous remarquons, d'une part, que le solde des opinions des entrepreneurs sur la situation actuelle de leurs entreprises est très négatif à -25,8 points, indiquant une baisse de leurs activités.

D'autre part, nous découvrons que les perspectives à court et moyen terme semblent toujours aussi incertaines.

A la question sur les prévisions de l'évolution de la situation de leurs entreprises au cours des trois prochains mois, le solde des anticipations est négatif. Plus des trois quarts des entrepreneurs de ce secteur d'activité ne prévoit pas d'amélioration ou encore une détérioration de leurs affaires au cours des trois prochains mois.

Etant donné, que ce secteur éprouve de grosses difficultés depuis plus d'un an, et cela de manière transversale allant du tourisme aux activités liés à l'externalisation, et que le tertiaire représente environ 70 pourcent du PIB de notre pays, il devient impératif et urgent de s'atteler à ce que ce segment de notre économie retrouve ses repères et sa vigueur, si nous voulons retrouver le chemin d'une croissance forte et durable.

Cela pourrait impacter sur l'emploi et ce secteur est très riche en emplois.

En effet, nous remarquons que 93,5 pourcent des opérateurs de services, membre du panel, n'ont pas l'intention de recruter ou même de licencier dans les mois à venir.

Sur l'évolution des prix des prestations au cours des trois derniers mois, le solde des opinions est négatif à -25,8 points. 42 pourcent des opérateurs ont procédé à des baisses et le même nombre ont maintenu leurs prix.

A court et moyen terme, cette tendance devrait se poursuivre. Cela est confirmé par le solde négatif de 3,2 points à la question sur l'évolution au cours des trois prochains mois.

IV. Conclusion

Pour conclure, nous pouvons tirer quelques observations de cette étude.

Premièrement, nous constatons que la situation s'est nettement dégradée au troisième trimestre de 2012. Selon l'enquête de conjoncture auprès des entreprises, l'indicateur du climat des affaires a perdu 11 points entre Juillet et Septembre 2012 et s'établit à 88,1 points, soit le seuil le plus bas.

Deuxièmement, pour la première fois, toutes les variables utilisées dans l'estimation de l'indicateur sont défavorables.

Que ce soit la perception des entrepreneurs sur la situation de leurs entreprises, le niveau des commandes fermes, les anticipations des chefs d'entreprises sur l'évolution des affaires au cours des trois prochains mois, les perspectives d'embauches ou encore le niveau des stocks de produits finis, les soldes des opinions sont négatifs.

Troisièmement, aucun secteur n'est épargné.

En effet, que ce soit le secteur du commerce, le secteur manufacturier ou encore le secteur des services, nous constatons une baisse des indices.

Quatrièmement, nous percevons que cette anxiété pourrait avoir une répercussion sur l'emploi. Environ 15 pourcent des sondés affirment qu'ils vont être obligé de se séparer de certains de leurs collaborateurs pour ne pas avoir à fermer boutique par la suite, vu la continuité de la crise.

De plus, environ 75 pourcent des entrepreneurs consultés, indiquent qu'ils n'ont pas l'intention de recruter dans les mois à venir. Cela aura une incidence sur le taux de chômage de 2013, car si nous ne créons pas d'emplois, nous ne pourrions pas absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail.

Cinquièmement, au niveau des prix de vente ou de prestations de service, le solde des opinions est négatif à -14,9 points. Cela indique qu'il y a eu une tendance baissière dans le niveau général des prix.

A moyen terme, nous constatons que la tendance à la baisse se poursuivra.

Même si à première vue, nous pouvons nous réjouir de cette désinflation, à y regarder de plus près, nous pouvons aussi nous en inquiéter.

Les éclaircissements apportés par les entrepreneurs confirment la chute de l'activité. Ceux-ci nous parlent de leur obligation de réduire au maximum leurs marges pour pouvoir se maintenir à flot.

Cela aura un impact certain sur le taux de profitabilité et ce dernier est une variable décisive s'agissant des dépenses d'investissements.

En dernier, nous pouvons affirmer, que la baisse de la confiance des acteurs économiques rend de plus en plus hypothétiques les prévisions de croissance pour la fin de l'année et, surtout, pour 2013, toutes choses égales par ailleurs.

Ce résultat est une image instantanée de l'état d'esprit de nos entrepreneurs au moment où les questions ont été posées et elle ne restera pas figée. Dans les jours, les mois à venir, dépendant de données nouvelles, l'indicateur synthétique du climat des affaires est amené à être modifié soit à la hausse ou à la baisse.

Annexe – La méthodologie

Le « MCCI Business Confidence Indicator » est un indicateur synthétique du climat des affaires à Maurice et permet de résumer, en une variable unique, l'évolution

concomitante de plusieurs variables et ainsi de transcrire l'état d'esprit et le moral des chefs d'entreprise. Plus il est haut, plus les hommes d'affaires considèrent que la conjoncture est favorable, et vice-versa.

L'objectif est de recueillir des informations sur la situation économique du moment et de son évolution afin de pouvoir disposer d'une vue synthétique du monde entrepreneurial.

La méthodologie utilisée pour construire ce baromètre du climat des affaires est celle préconisée par l'OCDE¹, à savoir :

- préparer un questionnaire avec des questions qualitatives et trimodales et
- utiliser des techniques de traitement harmonisé,
- mettre en place un panel fixe représentant 20 pourcent des membres de notre organisation,
- procéder à une enquête de conjoncture auprès du panel dans une période de trois semaines maximum,
- effectuer une pondération des réponses en fonction de la taille des entreprises.

Pour pouvoir suivre l'évolution de cet indicateur, nous devons réaliser cette enquête de manière répétitive auprès du même panel. Dans notre cas, nous avons opté pour une enquête trimestrielle.

¹ OECD : *Business Tendency Surveys – A Handbook*, 2003